



## COMMUNIQUE DE PRESSE

9/11/2017

### **Le Pacte agricole, pour une agriculture équitable et viable en Belgique**

Une agriculture qui se meurt constitue non seulement un problème pour les agriculteurs, mais également pour nous tous. Si notre agriculture disparaît, nous ne pourrions en effet plus assumer nos besoins en nourriture. Notre pays devrait accorder une priorité stratégique à ce que cela ne se passe pas. De plus, les agriculteurs belges répondent aux normes de qualité les plus sévères en ce qui concerne la production de nourriture. Et ce sont les consommateurs qui en profitent. Peut-on maintenir ces garanties de qualité en étant dépendant des importations de nourriture? Fedagrim estime que non.

Afin de garantir l'avenir de l'agriculture belge, Fedagrim appelle donc les responsables politiques à travailler sur une politique agricole beaucoup plus active. Les pouvoirs publics peuvent et doivent faire davantage afin de garantir un prix équitable et un revenu viable. Au niveau européen également, il faut agir de manière beaucoup plus assertive et en défendant vraiment les intérêts de l'agriculture belge. C'est la seule façon de laisser une chance à notre agriculture. Par ailleurs, la Belgique a également besoin d'une politique intégrée au sein de laquelle une agriculture viable se développe de pair avec les enjeux climatiques, la production de nourriture et la gestion de la nature.

C'est pourquoi Fedagrim présente son 'Pacte agricole pour une agriculture équitable et viable en Belgique', qui comprend les dix points concrets d'action suivants.

#### **1. La création d'un observatoire des prix**

La formation des prix doit être plus équitable. Fedagrim demande l'avènement d'un observatoire des prix pour le monde agricole, qui soit transparent, détaillé et renseigne en temps réel la formation des prix et des marges pour tous les maillons de la chaîne, du producteur au consommateur.

Fedagrim lance un appel à tous les acteurs de la chaîne de valorisation agricole, des fournisseurs de machines ou de produits phytos pour les agriculteurs, aux coopératives et criées, en passant par l'industrie alimentaire et les distributeurs à montrer de manière transparente l'élaboration du prix affiché pour un produit dans un magasin. En comparant la valeur ajoutée de chaque maillon avec les risques encourus, il est possible d'établir une évaluation équitable, permettant ainsi d'offrir un revenu viable aux familles d'agriculteurs.

Afin d'y arriver, Fedagrim demande la mise sur pied d'un observatoire des prix.

#### **2. Une banque des terres doit régler l'accès aux terres agricoles**

L'accès à la terre est de plus en plus difficile pour les agriculteurs. Une banque des terres permettrait d'alléger la pression sur le prix des terres et de faciliter le transfert de terres entre les agriculteurs.

En plus du prix équitable, l'accès à la terre est un des enjeux-clés afin de garantir la continuité de l'activité agricole dans notre pays. Il n'est pas exagéré de souligner qu'aucune activité agricole n'est en mesure de justifier économiquement le prix actuel des terres agricoles en Belgique. De plus, la concurrence face au manque de terres agricoles se fait ressentir de nombreux côtés, et bien souvent sans fondement agricole.

C'est pourquoi Fedagrim demande de réfléchir à la création d'une banque des terres. Une telle banque centrale devrait faciliter l'accès aux terres agricoles pour les agriculteurs, diminuer les risques financiers pour les agriculteurs en début de carrière et faciliter la transmission d'une génération à l'autre. Plus cette banque des terres comporte de terres et plus elle pourra distribuer celles-ci de manière efficace aux agriculteurs, par exemple après une expropriation ou un héritage.

### **3. Sensibiliser le consommateur face aux risques encourus par l'agriculteur**

Il faut sensibiliser le consommateur aux risques encourus par l'agriculteur, ainsi qu'à la qualité des produits agricoles qu'il fournit.

Suite aux prix faibles et stables pour des aliments de haute qualité et produits en Belgique, le consommateur est protégé contre les fluctuations de prix, ce qui a pour conséquence d'établir une perception complètement erronée sur la participation fournie à ce niveau par les agriculteurs. Leur dur labeur ne se traduit pas par un salaire en fonction des prestations.

Il incombe à l'agriculteur, ses fournisseurs et ses clients, mais également aux pouvoirs publics, d'informer et de conscientiser davantage les consommateurs en ce qui concerne les risques encourus par le monde agricole, comme par exemple les variations de climat et les catastrophes naturelles. En dépit de ces risques, les agriculteurs belges continuent de livrer des produits de qualité.

### **4. La différence de qualité des produits belges doit être visible**

Comme dans d'autres secteurs économiques, le prix des différents produits agricoles doit mentionner clairement les différences de qualité entre ces produits.

Fedagrim appelle tous les maillons de la chaîne entre le producteur et le consommateur à afficher clairement leur choix pour des produits de qualité belge sur les emballages, mais également au sein de leur communication. La communication actuelle est bien trop brève et invisible. De cette manière, il est clair que la qualité belge a un prix et que cela implique un prix plus élevé pour un produit de qualité.

Fedagrim n'est cependant pas favorable au fait de faire payer ce supplément aux consommateurs.

## **5. Un régime d'assurance contre les pertes de revenus**

Fedagrim demande un régime d'assurance spécifique contre les pertes de revenus, ainsi qu'une politique spécifique afin de lutter contre la pauvreté chez les agriculteurs.

Les agriculteurs et horticulteurs travaillent en effet avec de la matière vivante, ils sont exposés aux catastrophes naturelles et ils produisent des biens d'une importance stratégique. Les risques spécifiques liés au métier d'agriculteur demandent une approche spécifique afin de protéger le revenu de leurs familles.

Fedagrim appelle les responsables politiques à mettre sur pied, en collaboration avec les assureurs privés, une assurance revenu standardisée et une lutte efficace contre la pauvreté en Belgique.

A ce niveau, Fedagrim veut tenir compte de ce qui se fait déjà dans d'autres pays : un revenu minimal garanti pour les familles, des formules d'épargne qui tiennent compte des bonnes et des mauvaises années, ainsi que des incitants fiscaux qui encouragent l'entrepreneuriat dans le secteur agricole.

## **6. Un régime de pension indépendant des terres**

Un régime de pension équitable pour l'agriculteur ne peut pas s'appuyer sur un seul pilier – ses propres terres.

Au cours de leur carrière, de nombreux agriculteurs ont trop peu de possibilités de pouvoir cotiser pour une pension complémentaire au cours de leur carrière. On pourrait donc estimer que leur pension ne s'appuie que sur un seul pilier: la valeur des terres agricoles que certains possèdent.

Cette situation facilite les choses pour les grands industriels et les investisseurs, qui font une offre qu'un agriculteur peut alors difficilement refuser. Le transfert des terres agricoles vers les jeunes agriculteurs est de ce fait en danger.

Fedagrim appelle les pouvoirs publics à mettre en oeuvre, en partenariat avec des institutions financières privées, des formules d'épargne permettant aux agriculteurs d'épargner de manière plus flexible pour une pension viable.

## **7. L'agriculture DOIT être un choix stratégique**

Fedagrim exige que les pouvoirs publics considèrent comme stratégique l'espace où se rencontrent l'agriculture et la nature. Les enjeux climatiques, de même que la politique agricole et alimentaire doivent de ce fait se retrouver sous une même compétence politique.

Les organisations de gestion de la nature sont les plus grands agriculteurs, et vice versa. Les agriculteurs transforment des ressources naturelles en produits alimentaires. Il semble donc évident que la politique et l'administration concernant la durabilité et la circularité, la sécurité de la chaîne alimentaire ou encore la gestion de l'agriculture et de la nature dans les espaces publics soient ramenés sous une seule et même compétence. Dans la pratique, les

exigences et les attentes de l'administration de chaque domaine d'action semblent en effet se contredire.

Si la Belgique trouve important d'un point de vue stratégique la gestion des espaces publics, la protection de l'environnement et la production de denrées alimentaires saines et locales, Fedagrim attend alors davantage de coordination et d'efficacité, en regroupant l'administration de ces compétences politiques.

## **8. Un climat d'investissement positif**

Le monde agricole a besoin d'un climat d'investissement politique qui rend les changements possibles.

Les agriculteurs sont d'abord et avant tout des entrepreneurs, avant même d'être des producteurs. A ce titre, ils veulent respecter toutes les normes de qualité imposées afin de produire de manière durable des aliments sains et sûrs.

En échange, ils attendent des pouvoirs publics que ces derniers réfléchissent avec eux en termes d'innovation, plutôt que de renforcer encore la charge administrative; en termes de conditions financières favorables à l'agriculture, comme par exemple des remboursements flexibles; de même qu'une réglementation fiscale qui reconnaît leur entrepreneuriat et tient compte des risques spécifiques liés à l'activité agricole, comme les conditions météo et les changements climatiques.

## **9. L'égalité des chances pour la Belgique au sein de l'Europe**

Fedagrim exige des instances politiques belges une implication plus importante au niveau européen afin de créer un *level playing field* international permettant à nos agriculteurs de rester concurrentiels au niveau international.

Les exigences particulièrement élevées imposées par la Belgique et l'Europe en ce qui concerne la sécurité de la chaîne alimentaire, le bien-être animal et l'impact sur l'environnement créent de fait des barrières commerciales particulièrement contraignantes. De plus, comme tous les pays de l'Union européenne n'appliquent pas les mêmes normes sévères que la Belgique, des barrières commerciales 'invisibles' voient le jour, et ces dernières désavantagent les agriculteurs belges.

Ces barrières 'invisibles' fonctionnent au détriment de nos agriculteurs, plutôt que d'inciter d'autres pays à appliquer les mêmes normes de qualité. Fedagrim attend que les instances politiques belges agissent davantage sur la scène européenne afin de faire tomber ces barrières.

## **10. Un véritable label de qualité belge**

Fedagrim demande davantage de promotion pour un label de qualité belge qui profile nos produits agricoles face à leurs pendants de moindre qualité sur le marché mondial et rend un prix équitable possible pour la qualité produite.

Le marché globalisant pour les matières agricoles et alimentaires fait peu de différences entre les produits de haute qualité de nos régions et les produits souvent de moins bonne qualité issus de l'étranger. L'agriculteur belge a très peu d'influence sur son prix de vente, en dépit de toutes les normes de qualité qui lui sont imposées.

Fedagrim demande aux autorités publiques d'investir davantage dans un label de qualité belge. Cela permettrait de (re)connaître les produits locaux et de payer un prix équitable pour la qualité fournie. De cette manière, l'agriculteur est également encouragé à continuer à produire de la qualité.

Fedagrim plaide pour un positionnement poussé et collectif pour les produits agricoles belges. L'atout belge doit être la qualité.

#### **À propos de Fedagrim**

Fedagrim est la Fédération Belge des Fournisseurs de machines, bâtiments et équipements pour l'Agriculture, l'horticulture, l'élevage de bétail et le jardinage en Belgique. L'association regroupe tant les fabricants que les importateurs nationaux et régionaux de tracteurs, machines agricoles et matériel pour les jardins, parcs et forêts que les constructeurs et entreprises d'équipement d'étables en Belgique.

#### **CONTACT PRESSE**

Op de Beeck & Partners  
Thérèse van Bellinghen  
0475/47.82.33